



TERMS DE REFERENCE (TDR)

Documenter l'engagement de la société civile dans la défense de la cuisson propre et des énergies renouvelables décentralisées (ERD)

A. Contexte

ACCESS est une coalition mondiale de plus de 70 organisations travaillant aux niveaux local, national, régional et international, dont la mission est de défendre le droit des personnes vivant dans la pauvreté à accéder à une énergie sûre, fiable et abordable, ainsi qu'à des systèmes énergétiques efficaces et durables sur le plan environnemental et ce à l'échelle mondiale. La plupart des membres d'ACCESS sont des praticiens et des organisations de la société civile basés en Afrique subsaharienne et en Asie. La Coalition ACCESS et ses partenaires estiment que les politiques seront mieux conçues pour répondre aux besoins énergétiques des populations si les parties prenantes les représentant participent aux processus de prise de décision.

Lorsque l'espace civique est ouvert, les citoyens et les organisations de la société civile peuvent s'organiser, participer et communiquer sans entrave. L'Agenda 2030 appelle à la participation des OSC et des autres parties prenantes à sa mise en œuvre. Il met l'accent sur les partenariats entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile, le système des Nations unies et d'autres acteurs. Malgré l'approche collaborative et stratégique existante en matière de plaidoyer des OSC sur l'ODD 7, la mise en œuvre des cadres politiques ne se réalise pas à la vitesse ni l'échelle nécessaires pour atteindre les objectifs de cuisson propre et d'électrification. Cela est dû en partie au rétrécissement de l'espace civique, qui limite la participation de la société civile et autres acteurs vulnérables à la prise de décision en matière d'énergie. L'espace civique doit donc être promu et protégé par des politiques et des initiatives qui renforcent le dialogue entre les gouvernements et leurs mandants et, en particulier, avec les plus vulnérables d'entre eux. Cela permettra de garantir de manière significative que les engagements de l'ODD 7 sont mis en œuvre sur le terrain et que personne n'est laissé pour compte.

C'est dans cette perspective que la Coalition ACCESS s'est associée à Hivos pour lancer une évaluation sur la manière dont les OSC utilisent ou élargissent l'espace civique pour s'exprimer et représenter les voix des personnes n'ayant pas accès à l'énergie propre (principalement sur l'ERD et la cuisson propre) et qui en subissent les conséquences. L'évaluation mettra également en évidence la contribution des OSC à l'amélioration de l'environnement favorable à l'ERD et à la cuisson propre.

B. Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission est de documenter la manière dont les OSC utilisent ou élargissent l'espace civique pour représenter les personnes n'ayant pas accès à l'énergie et qui en subissent les conséquences.

C. Périmètre des travaux

Le/la consultant.e devra entreprendre les tâches suivantes afin d'atteindre l'objectif mentionné ci-dessus.

1. Analyse détaillée du rôle joué par les OSC en ce qui concerne l'amélioration/l'élargissement de l'espace civique dans le domaine de l'accès à l'énergie ; ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné, les enseignements, les défis et les opportunités, ce qui constitue un bon environnement pour une plus grande implication des OSC, la coopération et la collaboration existantes avec d'autres parties prenantes, mais aussi les restrictions qui pèsent sur cet espace civil. À partir de l'analyse, le/la consultant.e doit inclure une théorie du changement simple et structurée afin de présenter des éléments pouvant facilement être adaptés par les OSC pour leur plaidoyer collectif.
2. Cartographier les organisations membres d'ACCESS existantes et d'autres OSC clés pour aider à créer une base de données vivante avec des informations à jour.
3. En consultation avec le secrétariat et le Groupe d'Apprentissage ACCESS (Learning Group), entreprendre une évaluation des besoins des OSC et identifier les pratiques pertinentes et innovantes sur les sujets d'apprentissage sélectionnés.
4. Fournir des notes d'information spécifiques à chaque pays étudié (Sénégal, Côte d'Ivoire, Sierra Leone) sur la base de l'analyse et de l'évaluation des besoins.
5. Présenter les résultats des travaux aux membres et partenaires d'ACCESS lors d'un webinar en septembre 2020.

D. Méthodes et outils

Les techniques suivantes peuvent être utilisées pour mener à bien les tâches mentionnées précédemment et atteindre l'objectif tel que défini par les TdR:

- Revue de la littérature sur la base des documents pertinents/documents de politique générale
- Entretiens à distance ou en présentiel (selon localisation du/de la consultant.e) avec les parties prenantes concernées - OSC, représentants des gouvernements nationaux, banques multilatérales de développement, OSC de liaison

E. Livrables

Le/la consultant.e sera tenu de produire ou de livrer les produits ou résultats suivants :

- a) Une note conceptuelle initiale décrivant la mission, les sources de données, les méthodes de recherche et la manière dont la mission sera effectuée ;
- b) Le rapport de mi-parcours, qui devra être remis environ 2 semaines après la signature du contrat, conformément à la structure préalablement définie ;
- c) Un rapport final couvrant toutes les composantes de la consultance telles que décrites dans les termes de référence ;
- d) Des notes de synthèse spécifiques à chaque pays (Sénégal, Côte d'Ivoire, Sierra Leone) tirées du rapport final ;
- e) Présentation Power point résumant le rapport qui sera présenté lors d'une réunion virtuelle en septembre 2020.

F. Durée de la mission

Cette mission de conseil prendra un total de 25 homme/femme.jours, répartis sur juillet à septembre 2020. Pour atteindre l'objectif de la mission, le consultant travaillera en étroite collaboration avec la Coalition ACCESS et le KCCWG (Kenya Climate Change Working Group, hébergeant la coordination d'ACCESS), comme suit :

- a) Réunion d'ouverture/planification d'une demi-journée avec le secrétariat d'ACCESS et le Groupe d'Apprentissage pour affiner la compréhension de l'objectif de la mission, des termes de référence et des résultats souhaités.
- b) Il/elle devra faire une présentation du plan de travail pour la période de consultation.
- c) De temps à autre, il/elle rendra compte à coordinatrice internationale d'ACCESS des progrès réalisés, au moyen de courriels et de présentations individuelles lorsque cela sera possible.

G. Qualifications essentielles, expérience, and compétences du/de la consultant.e

Le/la consultant.e doit avoir:

- a) Un diplôme – préférentiellement de niveau Master - dans un domaine tel que l'énergie, l'environnement, les ressources naturelles, le développement communautaire, la gouvernance et les politiques publiques, délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu ;
- b) Une expérience et des antécédents démontrés en matière de conseil en gouvernance énergétique et environnementale, de politique publique, de participation communautaire ;
- c) Maîtrise des applications MS Office (Word, Excel, Power Point) et d'autres applications informatiques typiques.
- d) Maîtrise de l'anglais conversationnel, afin de pouvoir échanger avec la coordination d'ACCESS.

H. Conditions générales

Le/la consultant.e travaillera depuis son lieu de travail habituel pendant la mission. Il/elle sera en étroite consultation à distance avec l'équipe du projet ACCESS/KCCWG et respectera le calendrier de livraison convenu.

Le consultant sera payé selon l'échéancier suivant :

Activité	Paiement
Signature du contrat	30%
Soumission et approbation du rapport final	70%

I. Procédure pour soumission de l'offre technique et financière

Les consultant.e.s remplissant les conditions ci-avant sont invité.e.s à soumettre :

- a) Une lettre de motivation adressée à la coordinatrice internationale d'ACCESS



b) Une proposition technique et financière en rapport avec les présents TDR, incluant un calendrier et un budget détaillé (y compris les coûts unitaires).

c) Un échantillon de missions antérieures pertinentes de nature similaire entreprises il y a moins de trois ans.

Tous les documents ci-dessus doivent être envoyés à recruitments@kccwg.org au plus tard le **10 août 2020 à minuit EAT**. ACCESS & KCCWG respectent les principes d'égalité et d'inclusion dans l'emploi. Les personnes en situation de handicap, les femmes et les jeunes sont vivement encouragés à postuler.